

Compte rendu

Ouvrage recensé :

Women and Politics, Numéro spécial, *International Review of Women and Leadership*, vol. 2, n° 1, juillet 1996, 93 p.

par Chantal Maillé

Politique et Sociétés, vol. 17, n°1-2, 1998, p. 292-295.

Pour citer ce compte rendu, utiliser l'adresse suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/040114ar>

DOI: 10.7202/040114ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

Women and Politics, Numéro spécial
International Review of Women and Leadership
 vol. 2, n° 1, juillet 1996, 93 p.

Depuis quelques années, on a vu apparaître dans le créneau des revues savantes des périodiques de plus en plus spécialisés, traduisant une tendance propre aux disciplines universitaires à se subdiviser par champs de recherche. Plusieurs revues se consacrent à la publication d'études et d'analyses sur les femmes et la politique. La revue *International Review of Women and Leadership* en est à sa deuxième année d'existence. Publiée en Australie, elle propose un contenu international, de façon à permettre la circulation d'études locales ou nationales et à rendre ainsi possible la comparaison de la situation des femmes en politique sur l'ensemble de la planète. Le numéro spécial de juillet 1996 visait la commémoration du 75^e anniversaire de l'élection de la première femme au Parlement australien, Edith Cowan. Cet événement a servi de point de repère pour la préparation de ce numéro qui réunit des contributions traitant des femmes en Israël, en Australie, aux États-Unis et au Québec.

Dans le texte de présentation, Marian Sawer, se penche sur les soixante-quinze années de représentation des femmes au parlement australien. Elle se sert de l'expérience d'Edith Cowan au Parlement australien comme un prisme à travers lequel il devient possible d'examiner les dilemmes constants que pose la représentation des femmes dans la vie publique. Selon M. Sawer, les premières femmes élues, dans la foulée du mouvement du suffrage féminin, ont eu à assumer une double fonction de représentation, soit la représentation de toutes les femmes et la représentation de leur électorat. Aujourd'hui, les femmes élues en politique sont conscientes des difficultés que pose le fardeau de la représentation des intérêts de toutes les femmes dans un système marqué par la discipline de parti et où plusieurs femmes ne s'identifient pas à l'idée que les femmes forment un groupe collectivement désavantagé. Ce n'était pas le discours des premières élues en politique australienne, qui, nourries d'un féminisme maternaliste, s'identifiaient à un discours selon lequel les femmes pourraient introduire un élément purificateur dans le monde de la politique par un engagement non partisan envers un processus de réforme morale et sociale. On invoquait aussi souvent l'idée selon laquelle les femmes transposeraient à la politique les rôles maternels qu'elles tenaient dans la famille, permettant ainsi l'humanisation de l'État : « Mothers were needed to help build the ethical state » (p. viii). Selon l'analyse de M. Sawer, le discours du féminisme maternaliste était aussi important stratégiquement parce qu'en décrivant la participation politique des femmes comme une extension de leur rôle maternel, on chassait ainsi la crainte que l'égalité politique des femmes conduirait à une désertion massive des responsabilités domestiques. Sawer y voit un moyen de faire taire la peur que ce nouveau rôle donné aux femmes puisse conduire à l'extinction de la race : « Through seeking to raise the political and economic status of motherhood,

maternal feminism could be seen to be addressing the widespread fears of the birth death or of race suicide » (p. ix). L'analyse de M. Sawer permet de faire ressortir les points de ressemblance entre le Québec et l'Australie dans le discours des féministes de cette période et dans les réactions des élites de ces sociétés. Toutefois, l'analyse dominante au Québec insiste sur le rôle du catholicisme dans ce processus, alors que l'exemple de l'Australie montre un processus similaire dans une société qui n'était pas sous l'emprise du clergé catholique. Enfin, Sawer conclut que soixante-quinze années de présence féminine au Parlement australien ont permis d'introduire l'expérience des femmes dans le contenu de la politique, et c'est ce qui a conduit à l'émergence d'une question comme le harcèlement sexuel et sa mise à l'ordre du jour des assemblées législatives.

Dans un autre créneau, celui du leadership au sein des organisations féministes australiennes, Wendy Weeks propose une analyse basée sur une série d'entrevues réalisées auprès de militantes féministes. Ce genre d'études traduit une préoccupation majeure des études sur les femmes et la politique, soit la redéfinition de ce qui est considéré comme faisant partie de l'activisme politique. Les chercheuses féministes ont, dans leurs travaux sur les femmes et la politique, travaillé à présenter une vision plus large de l'activisme que celle de la stricte participation aux partis politiques. W. Weeks pose un ensemble de questions sur le leadership exercé par les femmes : « Women's leadership and social participation outside the formal structures of representative democracy are of interest for understanding the diverse nature of social and political participation and women's social citizenship » (p. 19). W. Weeks tente tout particulièrement d'explorer les caractéristiques du leadership féministe, qu'elle définit comme une volonté de travailler de façon non hiérarchique, collectivement et démocratiquement. L'approche philosophique que l'on retrouve au cœur de l'organisation des services féministes consiste à lier l'absence de pouvoir personnel des femmes et les questions de leur vie quotidienne aux structures sociales, politiques et économiques.

Une troisième contribution australienne, proposée par Eileen Baldry, analyse le rôle des femmes dans le mouvement des consommateurs australien. Encore une fois, l'objet même de ce texte illustre cet effort de recherche des féministes pour élargir le spectre des études sur la participation politique et y inclure des sujets qui rendent compte des lieux plus informels où l'on retrouve une forte concentration de femmes engagées. Pour E. Baldry, le mouvement des consommateurs, comme les autres nouveaux mouvements sociaux de la deuxième moitié du XX^e siècle, a fait la critique des relations sociales autant à l'échelon international qu'à l'échelon local. C'est aussi un mouvement qui s'est inspiré des valeurs qui sont au centre du mouvement des femmes et qui s'est développé en grande partie grâce aux réseaux de femmes. L'auteure montre l'influence de l'activisme des femmes au niveau communautaire sur les organisations de consommateurs et le rôle central joué par des femmes qui ont travaillé dans ces deux réseaux.

Sharon Broughton et Di Zetlin se penchent sur la situation des femmes élues au parlement australien sous la bannière de l'*Australian Labor Party*. À partir d'une série d'entrevues réalisées auprès de ces élues, elles explorent la perception qu'ont ces femmes de leur rôle d'élue et leurs attitudes face au jeu de la politique partisane. Elles concluent que les femmes de ce parti, en dépit de leur faiblesse numérique, ont la conviction qu'elles peuvent en arriver à changer le programme politique, même si elles n'ont pas encore réussi à induire les changements souhaités.

Outre les textes sur l'Australie, déjà commentés, on trouve trois autres contributions, sur Israël, le Québec et les États-Unis. Hanna Herzog cherche à expliquer la situation particulière des femmes en politique israélienne. Selon H. Herzog, des tendances contradictoires opèrent simultanément dans l'arène politique israélienne. Les femmes y sont définies comme un groupe minoritaire et, à ce titre, elles sont marginalisées. Néanmoins, elles sont organisées dans l'arène politique et à l'extérieur à partir d'une rhétorique qui tourne autour de l'ethos national, des besoins de sécurité, de la tradition juive et du familialisme propre à la société israélienne. Conséquemment, on retrouve peu de femmes députées, et les femmes élues n'ont jamais ouvertement combattu pour les intérêts des femmes. Ce constat étonne puisque plusieurs facteurs propres à Israël auraient pu faciliter l'intégration des femmes à la politique. Par exemple, la thèse de l'égalité des sexes à laquelle souscrivaient les fondateurs de la nation, d'orientation socialiste ; la conscription des femmes juives israéliennes ; enfin, le système multipartite et la représentation proportionnelle, qui, dans plusieurs autres pays, semblent être associés à une plus grande représentation des femmes. Mais la réalité est tout autre : Israël est au 51^e rang des pays pour ce qui est des pourcentages de femmes siégeant au niveau national. Et bien que les partis semblent considérer les femmes comme un atout électoral, et que la plupart des campagnes électorales les traitent comme une catégorie séparée, il n'en reste pas moins que les femmes ne sont pas perçues en tant que groupe d'intérêt puissant. Il semble que l'absence de réponse des partis aux demandes concernant la représentation des femmes n'ait pas d'effet sur le vote des femmes. Néanmoins, H. Herzog décrit certaines initiatives fort intéressantes de la part d'un groupe de femmes élues à la Knesset, lesquelles, provenant d'organisations féministes, décidèrent de mettre sur pied une structure multipartisane pour la promotion de l'égalité et des droits des femmes. On apprend également que le dossier de la sécurité nationale est considéré comme la question la plus importante en politique israélienne, mais aussi comme le domaine le moins ouvert aux femmes. Alors que la structure de partis multiples aurait pu favoriser l'émergence de partis féminins, quelques rares expériences ont été réalisées en ce sens, et avec bien peu de succès. Cela montre encore une fois la difficulté qu'il y a pour les femmes à s'organiser en fonction de leurs intérêts dans un pays où la politique est dominée par les questions d'armée et de sécurité nationale.

Un texte de la politologue québécoise Manon Tremblay propose une discussion sur le rôle de représentation des maires et mairesses au Québec. À

partir de l'hypothèse selon laquelle le genre influence les opinions des élus et élues municipaux sur l'expérience des femmes en politique municipale, M. Tremblay fait le constat qu'il existe un écart dans la perception des hommes et des femmes politiques sur des sujets tels que les raisons de la sous-représentation des femmes en politique, la perception de la discrimination à l'endroit des femmes en politique locale et l'idée que les mairesses représentent la population féminine. Les mairesses sont davantage portées que les maires à appuyer une vision féministe des questions traitées, mais, précise l'auteure, on ne peut parler d'homogénéité pour l'un ou l'autre des deux groupes. M. Tremblay conclut que les femmes élues au niveau municipal semblent moins enclines que les femmes élues au niveau provincial ou fédéral à se percevoir comme les représentantes des femmes en général, peut-être parce qu'elles subissent moins les pressions des groupes de femmes, plus actifs au niveau provincial et fédéral qu'au niveau municipal.

Une contribution portant sur les États-Unis traite du financement des campagnes électorales des femmes qui se présentent sous la bannière du Parti démocrate et qui bénéficient du programme de soutien financier connu sous le nom de *EMILY's List*, acronyme de *Early Money is Like Yeast*. On sait que les pourcentages de femmes élues au niveau national dans ce pays sont extrêmement faibles, soit autour de 5 %. On a souvent invoqué le coût des campagnes électorales et l'inexpérience des femmes dans les démarches de financement pour expliquer cette piètre performance. Selon l'auteure Kate Sullivan, le programme *EMILY's List* a contribué à changer la situation des femmes candidates. On a souvent entendu parler de ce programme, mais rarement a-t-on pu avoir accès à un article qui en explique aussi clairement le fonctionnement, les finalités et qui tente d'en évaluer l'efficacité. C'est au tout premier stade de leur campagne politique que les femmes ont le plus besoin d'un soutien financier. Il faut aussi noter que le fonds de soutien fait une sélection des candidates auxquelles il apporte son aide. Ainsi, on ne finance pas les campagnes des candidates qui sont déjà assurées d'être élues, dans la mesure où l'on estime qu'il s'agit là d'un gaspillage de ressources. On apprend également dans ce texte que le Parti républicain a maintenant sa version de ce projet, à savoir la *WISH List (Women in the Senate and House)*. Les programmes de financement des candidatures féminines semblent avoir maintenant acquis la reconnaissance des cercles financiers, comme en témoigne leur couverture dans des journaux aussi influents que le *Wall Street Journal*.

Voilà donc une revue de calibre international, qui permettra de faire avancer les connaissances sur les femmes et la politique. Il faudrait s'assurer que les bibliothèques universitaires y souscrivent, ce qui est en fait le seul moyen de rendre de tels outils accessibles à l'ensemble de la communauté universitaire et plus particulièrement à la clientèle étudiante.